

Succès de notre réunion publique

La réunion publique organisée par notre Parti le 9 novembre fut un succès. Prévue au moment des événements polonais, elle se tint après la quinzaine tragique de Suez et de Budapest.

Le succès s'exprima surtout dans la communauté d'idée et de sentiment de la salle avec les orateurs. L'exposé, en particulier, du camarade Frank fournit une réponse complète et profonde aux problèmes de l'heure, réponse accueillie avec faveur par une salle enthousiaste qui ne ménagea pas ses applaudissements.

Cet accord ne fut pas seulement verbal, il s'exprima dans la vente de notre littérature et dans la collecte faite à l'issue de la réunion. Il s'exprima surtout dans de nouvelles liaisons nouées avec des camarades participants et dans quelques nouvelles adhésions au Parti.

Nombre de camarades insistèrent pour l'organisation de réunions plus fréquentes de ce genre.

Les douze pages à partir du prochain numéro

Le manque de place nous met encore cette fois dans l'embarras. Nous sommes obligés de laisser sur le marbre un certain nombre d'articles et d'échos qui nous ont été communiqués dont une lettre du camarade Houdeville aux dirigeants de la CFTC. Nous nous excusons auprès de nos correspondants.

A partir du prochain numéro nous paraîtrons sur 12 pages, et nous espérons parvenir à mieux équilibrer le journal en consacrant, en particulier, aux problèmes nord-africains la place qui leur revient.

Notre objectif reste l'hebdomadaire. Le 12^e Congrès de notre Parti étudiera, compte tenu du renforcement de notre organisation au cours de la période actuelle, les délais et les modalités en vue du lancement de l'hebdomadaire.

Dès à présent nous sollicitons de tous nos lecteurs et sympathisants un effort accru pour notre journal.

ABONNEZ-VOUS !

SOUSCRIVEZ ! SOUSCRIVEZ !

SOUSCRIPTION

SOUTIEN DE « LA VERITE DES TRAVAILLEURS »	
Chausse	500
Lanceaux	5.000
Richaud	1.400
Picard	1.500
Marche	2.000
Couder	1.000
Legrand	1.000
Mme P.	500
Gilbert	2.000
Collecte réunion publique 9 novembre	15.911
Dentin	1.000
Lucien	1.500
Renaud	1.500
Suzanne	800
Evrard	2.000
Total	Fr. 37.611
Total précédent	88.200
Total général	Fr. 125.811

Leçon de bolchevisme à Jeannette Vermeerch et quelques autres

Ce qui caractérise le bolchevisme dans la question nationale, c'est qu'il considère les nationalités opprimées, même les plus arriérées, non seulement comme un élément objectif, mais comme un élément subjectif de la politique. Le bolchevisme ne se borne pas à leur accorder les « droits » à disposer d'elles-mêmes et aux protestations parlementaires contre le piétinement de ces droits. Le bolchevisme pénètre au milieu des nationalités opprimées les soulève contre l'opresseur, lie leur lutte à celle du prolétariat des pays capitalistes, enseigne aux Chinois opprimés, aux Hindous ou aux Arabes l'art de l'insurrection et assume la complète responsabilité de ce travail vis-à-vis des bourreaux civilisés. C'est là seulement que commence le bolchevisme, c'est-à-dire le marxisme révolutionnaire dans l'action. Tout ce qui n'atteint pas ces limites demeure du centrisme.

Léon TROTSKY. « Et maintenant », 1932.

Contre les directions réformistes et staliniennes

Le Conseil Syndical de la Section du Rhône du S.N.I. réuni à la Bourse du Travail de Lyon, le 8 novembre 1956, considérant d'abord les récentes décisions du Gouvernement français concernant l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient :

— s'élève vigoureusement contre l'intervention armée des forces françaises dans la zone de Suez et réclame le retrait immédiat de ces troupes ;

— proteste contre l'arrestation des dirigeants du F.L.N., réclame leur libération immédiate ainsi que celle de Messali Hadj et de tous les détenus politiques afin de permettre l'ouverture immédiate de négociations sans exclusive ni préalable pour un cessez-le-feu en Algérie ;

Le Conseil Syndical, considérant, d'autre part et à la fois, les événements qui se déroulent depuis des mois en Algérie et ceux qui viennent de bouleverser la Hongrie,

— adresse l'expression de son fraternel hommage aux prolétaires hongrois et algériens en lutte pour leurs revendications vitales et leur indépendance ;

— souhaite que le vaste soulèvement populaire qui a bouleversé l'ordre établi en Pologne et en Hongrie et qui est susceptible de s'étendre à d'autres pays, secoue le carcan de la bureaucratie stalinienne, écarte impitoyablement toute forme de restauration du capitalisme, déjoue les manœuvres des tenants de la contre-révolution et permette, dans ces pays, l'avènement d'un régime authentiquement socialiste ;

— s'élève avec une indignation bouleversée, aussi bien contre la répression opérée par l'armée soviétique en Hongrie — intervention qui a fait le jeu de la réaction mondiale et aggravée les divisions au sein du mouvement ouvrier — que contre les exactions des contre-révolutionnaires hongrois à la solde des impérialistes ; comme il s'élève une fois de plus contre la prétendue « pacification » à laquelle fait procéder le gouvernement français en Algérie ;

— dénie, en conséquence, aussi bien aux dirigeants sociaux-démocrates qu'aux dirigeants staliniens le droit de s'apitoyer sur l'une ou l'autre de ces répressions comme celui de l'exalter face à l'une ou à l'autre de ces luttes pour l'indépendance ;

— dénie a fortiori ces droits aux gouvernements des pays capitalistes responsables d'odieuses répressions dans les pays sous leur tutelle, que ce soit Madagascar, l'Afrique du Nord, le Guatemala, le Kenya ou Chypre ;

— dénonce avec force les agissements des bandes fascistes, réactionnaires et cléricales qui prenant prétexte des événements de Hongrie, menacent les plus élémentaires libertés démocratiques ;

— se refuse expressément, et sans que cela puisse constituer a priori une approbation de la ligne du P.C.F., à faire chorus dans le concert anticommuniste qui s'élève actuellement en France, et dont on sait bien qu'il vise en réalité la classe ouvrière tout entière.

Le Conseil Syndical, considérant enfin que la classe ouvrière française se trouve actuellement dans un état de profond désarroi consécutif aux trahisons ou aux erreurs répétées de ses directions tant social-démocrate que stalinienne, désarroi qui se traduit par une surprenante apathie devant les événements ;

— lance un appel à tous les travailleurs, à tous les militants pour que soit tenté un immense et urgent effort de regroupement des forces ouvrières françaises sur un programme d'action vraiment prolétarien et dont les premiers points pourraient être :

- Organisation de la solidarité effective des travailleurs français à l'égard des travailleurs algériens et hongrois victimes de la répression ;
- L'organisation d'une vaste campagne contre la politique de guerre et contre le fascisme ;
- Mise au point d'une plate-forme revendicative simple et unitaire ;
- Coordination de toutes les luttes jusqu'alors systématiquement maintenues à l'état sporadique.

A Bordeaux.

Agressions fascistes et riposte ouvrière

Les jeunes voyous fascistes ont sauté sur l'occasion que leur offraient, le 7 novembre, les dirigeants du Syndicat F.O. pour faire leur coup de main contre le siège de la Fédération du P.C.F., et la Bourse du Travail qu'ils ont saccagés. Mais à aucun moment il n'y a eu confusion dans les manifestations.

D'une part, rassemblés dans le centre de la ville, il y avait les fascistes qui s'étaient donné comme objectifs le saccage des locaux communistes et d'autre part, venant surtout de la périphérie de la ville, et se rendant à la vieille Bourse du Travail, les manifestants, peu nombreux de F.O., qui ne se mêlèrent jamais aux fascistes et défilèrent dans le calme. La presse réactionnaire, le lendemain, d'ailleurs, souligna honteusement ce fait.

Bien que trompés par leurs dirigeants qui agissaient avant tout dans un but étranger aux véritables sentiments qui les animaient, les manifestants F.O. surent ainsi éviter la confusion recherchée. Ils conservèrent à leur protestation son caractère de classe, son but réel qui était de s'élever contre une répression militaire qu'ils jugeaient odieuse. Aussi, même si l'on doit faire toutes les réserves sur cette manifestation entreprise sur un seul objectif : la répression militaire en Hongrie, alors que s'étalait un contexte social de répression et de guerre colo-

niale, il faut admettre qu'il n'y a pas eu collusion avec les éléments fascistes.

Ce fait important n'a pas été exploité par la Fédération du P.C.F. et par la C.G.T. Dans le meeting du vendredi 9 novembre que la C.G.T. a tenu à la Bourse du Travail, aucun des orateurs n'a attiré l'attention sur ce caractère de la manifestation F.O. du mercredi 7. On pensait que ce meeting serait l'occasion d'expliquer les faits, de démontrer à la lumière des événements du mercredi que, malgré les apparences, l'unité d'action restait possible par une attitude politique juste. Mais les orateurs n'ont su qu'insister négativement, sans donner aucune explication, sans définir de moyens d'action et de propagande, sur la nécessité de l'unité d'action.

Les fascistes pensaient que le terrorisme finirait par payer. Le vendredi 9 novembre ils redescendaient dans les rues de Bordeaux. Ils hésitèrent toutefois à s'attaquer aux locaux ouvriers bien gardés, depuis le mercredi soir, par les militants. Leur vengeance fut honteuse. Ils allèrent casser les vitrines d'un pharmacien, d'un tailleur, d'un magasin de vaisselles de luxe dont ils soupçonnaient les propriétaires d'être communistes.

Et c'est après ces actions de vandalisme que F.O. crut opportun de distribuer un tract ronéotypé absolument inqualifiable, où le grotesque le dispute au ridicule.

Ce tract fait retomber la responsabilité des incidents sur les communistes. Il reproche aux communistes d'avoir fait défendre leurs locaux par les C.R.S., alors que la vérité est toute contraire, et déclare encore que si les locaux F.O. sont un jour attaqués ils le seront par les communistes.

La journée d'action anti-fasciste du 13 novembre eut, à Bordeaux, un succès appréciable. Le meeting du soir, à la Bourse du Travail, rassembla environ deux mille personnes. Dans la journée un grand nombre d'usines firent des arrêts de travail, allant de trois heures à une demi-heure. Les dockers furent à la pointe de l'action anti-fascistes en faisant une grève de trois heures le lundi et le mardi et en participant à toutes les contre-manifestations.